

CONCOURS EXTERNE D'INGENIEUR EN CHEF TERRITORIAL - SESSION 2025

Composition : Les démocraties modernes ont-elles encore les moyens de résister aux périls qui les menacent ?

Goebbels, alors député du NSDAP, peu de temps avant la prise de pouvoir nazi, insistait sur le fait que la République de Weimar était assez stupide pour leur offrir une tribune leur permettant de la détruire avec ses propres armes. La question de la limite des moyens qu'une démocratie a de se défendre n'est donc pas nouvelle, et nous nous posons alors la question de savoir si les démocrates modernes ont encore les moyens de résister aux périls qui les menacent.

La démocratie, étymologiquement « pouvoir du peuple », voire « du peuple, par le peuple, pour le peuple » selon les mots du président américain Benjamin Franklin, est associée au terme de « moderne », qui désigne généralement la période historique débutant à la révolution industrielle. Le terme de démocraties modernes désigne donc les démocraties apparues à la suite des Révolutions américaine et française du XVIII^e siècle et qui ont ensuite essaimé dans le monde entier. Elles se distinguent par le fait qu'elles sont représentatives – et non directes – et libérales, donc impliquant un haut niveau de libertés personnelles. Ces démocraties devraient avoir des moyens, ou possibilités d'actions, de résister, c'est-à-dire de faire face, survivre et repousser, à des périls, des dangers mortels, qui les menacent, donc des dangers mortels et proches. Enfin, le terme « encore » dénote que ces démocraties soit font face à de nouveaux périls soit ont perdu leurs précédents moyens de faire face aux mêmes périls.

Cette question prend tout son sens lorsque de nombreuses démocraties, certes imparfaites, ont été, ces dernières années, renversées par des juntes, au Mali ou au Myanmar, ou remplacées par des régimes illibéraux comme en Hongrie ; tandis que nombre d'autres démocraties font face à une montée électorale et médiatique de mouvements antidémocratiques, comme aux Etats-Unis où certains conseillers du nouveau locataire de la Maison Blanche défendent l'idée que la démocratie est obsolète. Devant cette vague antidémocratique, nous nous posons donc la question suivante.

Les démocraties représentatives libérales doivent-elles faire évoluer leurs pratiques pour repousser des dangers menaçant leur propre service ?

Pour cela, nous commencerons par étudier les dangers auxquels ont historiquement fait face les démocraties, et comment elles ont évolué pour continuer d'exister avec toutefois le risque que cette même évolution les fasse disparaître. Nous montrerons ensuite que nos démocraties actuelles font face à des formes renouvelées de ces anciens dangers et qu'elles doivent à leur tour évoluer vers des formes toujours plus démocratiques.

I - De nombreux périls ont toujours menacé les démocraties, qui ont dû évoluer pour survivre, avec le risque de se perdre en chemin

1 – Les démocraties ont toujours fait face à de nombreux dangers, externes ou inhérents à leur système

Tout d'abord, intéressons-nous à la première démocratie connue, la démocratie athénienne antique.

Si le stratège et homme d'état athénien Périclès, dans son oraison funèbre rapporté par l'historien grec Thucydide, nous apprend que de nombreux dangers extérieurs menacent Athènes (les autres cités-états grecques, l'empire perse), ces dangers menacent tout autant les autres systèmes politiques grecs, et Périclès renchérit en prétendant que c'est par son système démocratique qu'Athènes y fait face. Cela n'empêchera pas la démocratie athénienne de disparaître, et la démocratie d'attendre quelques siècles avant de refaire surface, sous la forme de Républiques et monarchies constitutionnelles à partir du XVIII^e siècle.

Ces nouvelles démocraties, désormais représentatives, font alors face à plusieurs menaces, que l'on peut résumer en trois groupes :

- Les actions de forces extérieures antidémocratiques : par exemple les tentatives d'invasion de la France révolutionnaire par les monarchies européennes après 1792.
- Les actions de forces intérieures antidémocratiques : par exemple les insurrections royalistes en Vendée pendant la Révolution, les attentats de l'Action française au XX^e siècle ou les sermons antirépublicains du clergé breton avant le ralliement des catholiques à la République au tournant des XIX^e et XX^e siècles.
- Les actions du propre pouvoir démocratique, qui peut réduire les libertés publiques et individuelles ou le respect des votes, que ce soit par la loi (par exemple les lois scélérates visant à réprimer les anarchistes) ou la coutume, c'est-à-dire le respect des principes démocratiques au-delà des simples lois. En effet, de mêmes lois et une même Constitution peuvent être interprétées tout autant démocratiquement qu'autocratiquement, le début de la III^e République nous en donnant la preuve : le premier président, Mac-Mahon, monarchiste, est soumis aux mêmes textes que ses successeurs républicains mais les utilise afin d'en tirer le grand pouvoir personnel.

Ces différentes menaces se traduisent en trois périls, trois « façons de mourir » pour une démocratie :

- L'arrivée d'un pouvoir antidémocratique par des voix démocratiques, précédée par une sape progressive de la démocratie, comme Napoléon III mettant fin à la II^e République, ou Hitler achevant la République de Weimar affaiblie par les tendances autoritaires du parti conservateur allemand, comme le montre très bien l'ouvrage collectif d'historiens Le Monde Nazi récemment paru.
- L'arrivée d'un pouvoir antidémocratique par des voies antidémocratiques, c'est-à-dire un coup d'Etat, comme Napoléon Bonaparte en 1799 ou Lénine et Trotsky contre leurs anciens alliés mencheviks et socialistes.
- L'arrivée d'une puissance extérieure hostile, une invasion, qui est bien entendu, partagée avec les autres systèmes politiques.

Les deux derniers périls étant assez simples à comprendre, nonobstant l'infinie variété des situations y menant, concentrons-nous sur le premier pour s'interroger sur ce qui sape une démocratie. La démocratie est construite sur un système de décision simple : des citoyens ont des discussions éclairées avec les autres pour débattre de leurs idées, besoins et envies, puis choisissent ensemble la meilleure solution pour tous. Cela implique donc 3 prérequis :

- La liberté d'opinion
- La liberté d'expression et le libre dialogue entre tous
- La participation au choix final

Le premier prérequis est menacé par deux phénomènes. Le premier, décrit par Tocqueville dans De la démocratie en Amérique, est le fait que les citoyens, se sentant insignifiants devant le nombre d'autres citoyens, perdent goût à la vie publique et se replient sur leur vie privée. Cet individualisme les pousse à ne pas s'intéresser à la chose publique, ne pas donc se faire d'opinions personnelles sur nombre de sujets pour simplement suivre l'idée dominante. Le second est la difficulté de se faire une opinion éclairée lorsque nous n'avons pas toutes les informations et que celles que nous avons sont distribuées.

Le second prérequis est menacé par trois phénomènes : l'impossibilité de parler à tous et donc le fait que nos discussions ont lieu uniquement avec certaines personnes, ce qui distend notre perception du monde, cela est visible pour les élections de la III^e République française – les campagnes restant très majoritairement monarchistes car étant fortement séparées de la vie politique républicaine citadine : les deux sources d'informations du village à cette époque étant le prêtre et le notable propriétaire terrien, tout deux monarchistes par intérêt, comme montré par l'historien Agulhon ; les menaces contre la liberté d'expression, qui peuvent être physiques comme lorsque les SA nazis

patrouillaient les rues des villes pour empêcher l'expression d'idées différentes, avant même leur arrivée au pouvoir ; et enfin l'autocensure lorsque ses opinions sont trop différentes de l'opinion majoritaire, le philosophe John Stuart Mill montrant que la coutume a tendance à faire taire les voix discordantes.

Enfin, la participation plus ou moins grande au choix est la conséquence du caractère représentatif des démocraties modernes. Les choix sont effectués par des représentants, et ceux-ci peuvent plus ou moins suivre la volonté de leurs électeurs. Montesquieu présentait ce régime comme une république aristocratique, par opposition à la république démocratique, où le vote est minoritaire par rapport au tirage au sort lorsqu'il s'agit de désigner des représentants.

Devant l'ampleur de ces dangers, il est temps de s'intéresser à la façon dont les démocraties nous ayant précédées y ont fait face.

2 – Les démocraties ont dû d'adapter et évoluer pour survivre à ces dangers, mais parfois cette évolution est précisément ce qui les fait disparaître

La première évolution qu'a connu la démocratie est son passage de l'Antiquité à l'époque moderne, de quelques milliers, tout au plus, de citoyens à des millions. La démocratie a alors dû s'adapter en introduisant le principe aristocratique de vote pour lui permettre d'impliquer l'ensemble des citoyens, et en favorisant les associations libres et la presse pour permettre à tous de débattre et défendre ses idées en écoutant celles des autres.

De nombreuses autres évolutions ont suivi, pour faire face à toute sorte de dangers. Ainsi, la III^e République française supprime la présidence de la République, celle-ci ayant causé la fin de la II^e, et pour ses créateurs, la V^e République renforce le pouvoir présidentiel et exécutif pour dépasser les blocages et l'inaction qui découlent de la IV^e. De même, les républicains de la III^e République ont bien remarqué le conservatisme et la mise à l'écart des campagnes et se sont efforcés de les démocratiser via la presse et l'instruction, comme montré dans l'ouvrage historique La République au village. Enfin, les lois laïques, de 1905 notamment, sont une contre-attaque des républicains après l'alliance du sabre et du goupillon (de l'armée et de l'église) lors de l'affaire Dreyfus : la démocratie passe par un moindre contrôle de l'institution religieuse sur la vie publique.

Certaines adaptations sont également temporaires, en restreignant les libertés le temps de répondre à une urgence, comme lors de la levée en masse de la Révolution pour faire face aux monarchies européennes coalisées : la défense de la République est alors la **priorité**, la Commune de Paris écrivant en 1793 sur son fronton « Liberté, égalité ou la mort » ; ou comme l'état d'urgence, de siège ou de guerre ayant suspendu les élections en France pendant la première guerre mondiale et en Angleterre lors de la seconde.

Cependant, ces évolutions risquent elles-mêmes de mettre à mal la démocratie. La levée en masse révolutionnaire cause un soulèvement entraînant une guerre civile meurtrière en Vendée et si l'état de guerre en France pendant la Grande Guerre ne met pas fin à l'état de droit, grâce notamment aux efforts des radicaux et opportunistes pour mettre l'armée sous tutelle du politique, ce n'est pas le cas en Allemagne qui se transforme progressivement en une dictature militaire au fil du conflit.

De même, la lutte, après l'affaire Dreyfus des républicains contre les officiers monarchistes créa un scandale lors de l'affaire des fiches, quand fut révélé que des fiches avaient été secrètement dressées sur la vie personnelle et les opinions politiques des militaires et qu'elles impactaient leur carrière en pouvant bloquer leurs promotions.

Enfin, à l'extérieur, la libération des pays au fur et à mesure de l'avancée de l'armée révolutionnaire dans les années 1790 et la création des Républiques sœurs, initialement bien perçues par la population, est très vite rejetée lorsque la France exerce une influence importante sur leur vie politique dans le but de se protéger et d'aider son effort de guerre, cela étant particulièrement visible pour le cas italien dans la première partie de La Chartreuse de Parme. « Imposer la liberté au monde par la force est une étrange entreprise, pleine de chances mauvaises. En la donnant, on la retire » dira Jean Jaurès.

Nous avons donc vu que face aux divers dangers menaçant la démocratie, celle-ci évolue mais que cette évolution, lorsqu'elle va dans le mauvais sens, devient le principal danger auquel elle fait face.

Afin d'appliquer cela à notre monde contemporain, il nous faut d'abord voir l'originalité des dangers actuels.

II - Les nouveaux dangers anti-démocratiques obligent notre démocratie à évoluer de nouveau en vitalisant précisément sa démocratie

1 – Les démocraties modernes sont menacées par de nouveaux périls qui sont souvent une forme modernisée des anciens dangers

Les nouveaux dangers auxquels nous faisons face peuvent être analysées selon la grille de lecture que nous avons précédemment définie :

- Les actions des forces extérieures anti-démocratiques sont étudiées dans la Revue Nationale Stratégique française de 2025, et vont des attaques cyber et des « psyops » (l'affaire des mains rouges antisémites par exemple) organisées par la Russie aux attaques terroristes de Daesh qui visaient explicitement à dresser les français les uns contre les autres pour affaiblir la démocratie.

- Les actions intérieures sont plus discrètes depuis le prétendu ralliement de la plupart des mouvances d'extrême droite à la République en France, mais les mouvements ultra conservateurs évangélistes aux Etats-Unis montrent que ce n'est pas fini pour autant.

- Enfin, la réduction des libertés publiques et individuelles est une réalité, la France étant régulièrement pointée du doigt par l'Europe ou des associations pour sa restriction du droit de manifester.

Nos trois prérequis sont alors directement menacés par de nouvelles formes de menaces. La liberté d'opinion est restreinte par un individualisme plus intense encore qu'à l'époque de Tocqueville, notamment du fait de la société de consommation, et par le développement des « fake news ». La liberté d'expression est quant à elle sur plusieurs fronts : les bulles créées par les algorithmes des réseaux sociaux réduisent l'exposition aux autres opinions, les années de bots sur Internet créent des impressions de masse pour des opinions très minoritaires tandis que la capacité de se faire entendre n'est pas donnée à tous, notamment du fait de la concentration des médias dans les mains de quelques milliardaires partageant donc des intérêts économiques communs, comme dénoncé par l'association Acrimed.

Enfin, nous avons un double phénomène anti-démocratique. Tout d'abord la tendance à la technicité du débat public implique que, du fait de la complexité des choix en jeu, bon nombre de décisions sont prises non démocratiquement par les techniciens, que l'économiste Galbraith appelle la technocratie. D'autre part, la perte de confiance et la réduction de l'attachement à la démocratie que nous observons depuis des années, causée en partie par une coutume de moins en moins démocratique, lors de la gestion des manifestations, ou lors de l'après législatives de 2024 quand le président désigne un premier ministre issu d'une formation minoritaire mais de son propre camp, ce qui est parfaitement légal mais à rebours de la tradition démocratique observée jusqu'alors.

Ces dangers, à la fois connus par leurs effets mais nouveaux par leur nature et intensité, demandent une nouvelle évolution de nos démocraties.

2 – Afin de survivre, la démocratie doit savoir évoluer dans un sens qui la nourrisse et ne l'étouffe pas

En suivant Montesquieu, qui défendait l'idée que pour vivre, un système politique doit suivre son principe de gouvernement, ici, pour la démocratie, la vertu, c'est-à-dire

l'amour de la démocratie et de l'égalité, je pense qu'une évolution de notre démocratie sera vers plus de démocratie ou vers sa fin.

Pour cela, pour redonner du pouvoir politique à ceux qui s'en sentent éloignés par la représentation ou la tendance technocratique, notre démocratie doit tendre vers plus de démocratie directe, en se décentralisant plus, en démocratisant encore ses instances locales notamment communales, en empruntant au municipalisme libertaire comme à la science de la participation, et en proposant autant que possible de réelles formes de démocratie directe. Pour ce dernier point, nous devons éviter les fausses solutions de type référendum qui réduisent la démocratie à un vote alors qu'elle est avant tout le débat commun, le vote n'étant qu'un processus de prise de décision, à la fin, et parmi d'autres (comme des systèmes unanimitaires explorés dans les listes citoyennes aux municipales de 2020). Le gouvernement a effectué quelques pas dans cette direction avec le tirage au sort pour créer une assemblée citoyenne sur le sujet environnemental mais sans laisser de pouvoir décisionnaire à celle-ci, enterrant la majorité de leurs propositions.

Se contenter de cela est réduire la démocratie, et la société, à la vie politique stricto-sensu.

Or, pour être efficace et émancipatrice, la démocratie doit irriguer tous les aspects de la vie publique.

Ainsi, la concentration des médias devrait être vigoureusement combattue, en permettant aux sociétés de journaliste d'avoir un réel pouvoir et aux journaux d'être autant que possible détenus par les lecteurs.

De même, l'entreprise est sans doute, en France, l'organisation la moins démocratique. La vie démocratique peut y être stimulée, que ce soit par le développement des coopératives, le modèle de direction partagée théorisé par De Gaulle qui voulait associer paritairement les employés aux patrons ou par le modèle scandinave avec des syndicats puissants et ouverts possédant un réel pouvoir.

Cette démocratisation permettra également de plus facilement lutter contre les attaques directes contre la démocratie, par l'assentiment et l'entraînement de tous. Des stratégies nationales de lutte contre la désinformation ou contre des adversaires extérieurs antidémocratiques peuvent être débattus largement.

Les opérations secrètes nécessaires le resteront, mais en étant sanctionnées, ou non, a posteriori par tous.

Face au soutien grandissant des forces illibérales aux groupes antidémocratiques intérieurs, la France peut également renouer avec son histoire de soutien aux républicains opprimés sans rejeter les erreurs de la 1^{ère} république : en soutenant les factions démocratiques des nations non démocratiques, sans conditions.

Le but est donc de ne pas poser un pansement sur une jambe de bois, mais d'affronter le fond du problème pour nous permettre d'évoluer vers plus de démocratie pour conserver notre démocratie.

Il s'agit, au fond, de renouer avec ce qu'est la démocratie : ce n'est pas un but qu'on atteint mais un chemin. S'arrêter, conserver nos acquis sans chercher à les améliorer c'est la scléroser : il faut le continuer, l'étendre pour que nos enfants soient plus libres et éclairés que nous, et leurs enfants à leur tour.

Il s'agit, en quelque sorte, de mettre à exécution la célèbre phrase de Jaurès en réponse au philosophe réactionnaire Maurice Barrès, en parlant de rapport aux ancêtres, que de la lutte que nos ancêtres ont mené « nous en avons pris la flamme, vous n'en avez gardé que la cendre ».